

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**GE SCF**

Société en commandite par actions au capital de 163 000 000 €  
 Etablissement de Crédit agréé en qualité de société de crédit foncier  
 Siège social : 204 Rond-Point du Pont de Sèvres - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT  
 513 406 991 RCS Nanterre

*Comptes sociaux approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2021*

**I. - Bilan au 31 décembre 2020**

*(En milliers d'Euros)*

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>Au 31.12.20</b>	<b>Au 31.12.19</b>
Caisse, banque central et CCP		121 351	132 987
Créances sur les établissements de crédit	01 bis-02	12 120	7 792
<i>A vue</i>		12 120	7 792
<i>A terme</i>			
Opérations avec la clientèle			
<i>Autres concours à la clientèle</i>			
Obligations et autres titres à revenu fixe	03 - 04	404 622	411 310
Immobilisations financières			
Autres Actifs	06	94	95
Comptes de régularisation	05	3 108	3 552
<b>Total de l'actif</b>		<b>541 294</b>	<b>555 736</b>

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>Avant Répartition</b>	
		<b>Au 31.12.20</b>	<b>Au 31.12.19</b>
Dettes envers les établissements de crédit			
<i>A vue</i>			
<i>A terme</i>			
Comptes créditeurs de la clientèle			
<i>A vue</i>			
<i>A terme</i>			
Dettes représentées par un titre	02-04	369 784	369 774
<i>Titres du marché interbancaire et titres de TCN</i>			
<i>Emprunts obligataires</i>		369 784	369 774
Dépôt de Garantie	06	5 982	5 982
Comptes de régularisation	05	65 991	74 202
Provisions	07		
Capitaux Propres hors FRBG		99 537	105 778
Capital souscrit	08 - 08bis	163 000	163 000
Réserves	08 - 08bis	1 857	1 857
Report à nouveau (créateur)	08 - 08bis		
Report à nouveau (débiteur)	08 - 08bis	-59 079	-54 305
Résultat de l'exercice	08 - 08bis	-6 241	-4 774
<b>Total du passif</b>		<b>541 294</b>	<b>555 736</b>

<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Engagements donnés</b>	-	-
<b>Engagements de financement</b>	-	-
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	-	-
<b>Engagements de garantie</b>	-	-
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		
Engagements d'ordre de la clientèle		
<b>Engagements reçus</b>	-	-
<b>Engagements de financement</b>	-	-
Engagements reçus d'établissements de crédit	-	-
Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	-	-
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle (2)	-	-

## II. - Compte de Résultat

(En milliers d'Euros)

	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Intérêts et produits assimilés	09	18 544	18 503
Intérêts et charges assimilés	09	-15 834	-15 688
Commissions (produits)	10		
Commissions (charges)	10	-135	-36
Autres produits d'exploitation bancaire	11		
Autres charges d'exploitation bancaire	11	-7 122	-7 231
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement			
<b>Produit net bancaire</b>		<b>-4 547</b>	<b>-4 451</b>
Charges générales d'exploitation	12	-1 694	-322
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>-6 241</b>	<b>-4 774</b>
Coût du risque	13		
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>-6 241</b>	<b>-4 774</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>-6 241</b>	<b>-4 774</b>
Impôt sur les bénéfices	14		
<b>Résultat net</b>		<b>-6 241</b>	<b>-4 774</b>

## III. — Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Sur proposition de la gérance, approuvée par le Conseil de Surveillance, l'assemblée générale des associés commanditaires, avec l'accord exprès de l'associé commandité, constatant que le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020 se solde par un perte nette comptable de (6.240.512,39) euros,

**décident d'affecter** ce résultat de la manière suivante :

- Imputation de (6.240.512,39) euros sur le report à nouveau débiteur,

**prennent acte**, en tant que de besoin, que les capitaux propres de la Société s'élèvent à 99.537.250,89 euros après l'affectation de cette perte nette comptable pour un capital social s'élevant à 163.000.000 euros.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividende au titre des trois derniers exercices sociaux.

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés présents et représentés.*

## IV. — Annexes aux comptes sociaux

### Note 1 : Principales règles d'évaluation et de présentation

#### 1/ Présentation des comptes

Les états financiers de GE SCF sont établis, conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2014-07 du 26 novembre 2014 selon les conventions comptables générales en respectant le principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

GE SCF présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan. Le règlement n°2020-10 de l'ANC du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC n°2014-07 et portant principalement sur l'épargne réglementée et le prêt de titres n'a pas eu d'impact sur les comptes de GE SCF au 31 décembre 2020.

Ils sont présentés conformément :

- au règlement n° 2000-03 du Comité de la réglementation comptable relatif aux documents de synthèse individuels.
- au règlement n° 99-10 du 9 juillet 1999 relatif aux sociétés de crédit foncier ; et enfin à l'instruction n° 2011-I-07 relative à la publication par les sociétés de crédit foncier d'informations relatives à la qualité de leurs actifs.

#### 2/ Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'a affecté les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2020.

#### 3/ Faits marquants de l'exercice

##### Réserve de trésorerie

GE SCF bénéficie d'un engagement de support financier fourni par GE Capital Global Holdings LLC ("GECGH"), une filiale de General Electric Company notée BBB+ (Fitch), BBB+ (S&P) et Baa1 (Moody's) dans le cadre du Liquidity and Cash Collateral Agreement signé le 16 décembre 2016, par lequel :

(a) la Société bénéficie d'un engagement de la part de GECGH de procéder à des avances au profit de la Société en cas d'insuffisance de trésorerie disponible, un jour ouvré précédent chaque date de paiement d'une dette de la Société (privilégiée ou non) ; et

(b) en cas de dégradation de la notation de la dette émise par GECGH, en qualité de support provider, en deçà des niveaux fixés par les agences de notation de constituer un gage-espèces à titre de garantie consenti par GECGH pour un montant égal aux sommes à échoir (en principal et/ou intérêts) durant les 180 jours prochains au titre de sa dette privilégiée et des commissions des agents payeurs.

Les espèces résultant d'une avance d'encaissement ou d'une remise d'espèces à titre de garantie (selon le cas) seront versées sur un ou des comptes bancaires ouverts au nom de la Société dans les livres d'un établissement de crédit éligible au titre des textes applicables aux sociétés de crédit foncier.

En octobre 2018, S & P abaissait la note de crédit de GE Capital Holdings LLC de «A» à «BBB +» et Moody's de A2 à Baa1. Suite à la baisse de la notation par S&P, le compte de réserve de maturité a été ouvert.

Au 31 décembre 2020, la notation de GE Capital Holdings LLC restait stable avec une notation Baa1 Moody's.

Au 31 décembre 2020, ce dernier s'élève à 5,9 millions d'euros, correspondant au paiement des intérêts sur les obligations foncières sur les 6 prochains mois.

#### **Tombée d'échéance**

Il n'y a pas eu de tombée d'échéance en 2020 ou de remboursement par anticipation d'obligations foncières ou d'obligations d'Etat.

Pour mémoire, au cours de l'exercice 2017, 95 millions d'euros d'obligations sur l'état allemand sont arrivées à échéance et ont fait l'objet d'un remboursement.

Au 31 décembre 2020, le montant du nominal des obligations d'Etat détenues par GESCF s'élève à 354,54 millions d'euros, montant inchangé par rapport au 31 décembre 2019.

#### **Crise sanitaire COVID-19**

Dans le contexte de la crise sanitaire relative à l'épidémie du Covid-19, la société n'a pas identifié d'impact majeur financier au jour de l'établissement du présent rapport, sous réserve d'évolutions défavorables constatées d'ici l'approbation des comptes de l'exercice et du présent rapport par l'organe compétent.

### **4/ Principes comptables et méthodes d'évaluation**

#### **4.1) Dettes envers les établissements de crédit**

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit.

Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

#### **4.2) Dettes représentées par un titre**

Ces dettes correspondent à des obligations foncières et autres ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L.513-11 du Code monétaire et financier.

Les obligations foncières sont enregistrées pour leur valeur nominale. Les intérêts relatifs aux obligations sont comptabilisés dans la rubrique «Intérêts et charges assimilés» sur obligations et autres titres à revenu fixe pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

Les primes d'émission et les frais d'émission sont amortis au prorata des intérêts courus sur la durée de vie des titres concernés, et cela dès la première année.

L'amortissement de ces primes figure au compte de résultat dans les «Autres charges d'exploitation bancaires».

#### **4.3) Opérations sur instruments financiers à terme – déboucement des contrats swap**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt sont enregistrées conformément aux dispositions prévues par le règlement de l'ANC numéro 2014-07 du 26 novembre 2014.

GE SCF avait conclu des opérations d'instruments financiers à terme, dans le but de couvrir le risque de taux auquel son activité passé l'exposait.

Suite à la cession des encours à la clientèle, GESCF ne présente plus de risque de taux : les obligations d'Etat et les Covered Bonds sont à taux fixe.

Aussi l'intégralité des contrats swap a été débouclé générant une plus-value de 103 M€ en 2016. Comptablement cette plus-value fait l'objet d'un étalement linéaire calculé sur la durée restante des obligations foncières.

#### **4.4) Obligations d'Etat**

Les obligations d'Etat sont considérées comme étant des actifs détenus jusqu'à échéance avec des paiements fixés et déterminés. Par conséquent les obligations d'Etat sont enregistrées comme des titres d'investissement.

Les coûts de souscription incluant les frais d'émission et les coupons calculés en date du 19 décembre 2016 sont inclus dans le coût de comptabilisation initiale des obligations d'Etat.

Un actif détenu jusqu'à son échéance est déprécié s'il est probable que GESCF ne sera pas en mesure de recouvrer la totalité des montants (en principal et en intérêts) dus selon les termes contractuels. La perte de valeur comptabilisée en résultat est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable, qui est obtenue en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux d'intérêts effectif d'origine.

Si la valeur recouvrable de l'actif augmente ensuite du fait d'un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation, celle-ci est reprise mais la reprise ne peut porter la valeur comptable de l'actif à un montant supérieur au coût d'origine amorti qui aurait été obtenu s'il n'avait pas été déprécié.

Toutefois, l'ensemble des contreparties des obligations d'Etat ayant une note AA ou AAA ; aucune dépréciation n'est à comptabiliser en date d'arrêté.

**4.5) Impôt sur les bénéfices**

Le résultat fiscal de la société GE SCF étant négatif au cours de l'exercice précédent, la société n'a pas à verser d'acompte ou à effectuer de régularisation au titre de l'impôt sur les sociétés.

**5/ Evénements postérieurs à la clôture**

Aucun événement majeur n'est intervenu après la clôture de l'exercice.

**6/ Autres informations****Consolidation des comptes :**

Les comptes individuels de GE SCF sont consolidés dans le groupe GE Capital Global Holdings, LLC (901 Main Avenue, 06851 Norwalk, Connecticut – USA) par la méthode de l'intégration globale

**Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45/ Avis CNC n°2009-11) :**

GE SCF n'a pas d'implantation dans des territoires non coopératifs listés à l'article 1 de l'arrêté du 12 février 2010 pris en application du deuxième alinéa du 1 de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

Conformément au règlement de l'ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016, les honoraires pour l'exercice 2020 des commissaires aux comptes sont précisés dans le tableau ci-dessous :

	RSM		KPMG		Total	
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
Honoraire de commissariat aux comptes	15.000,00€	18.000,00€	35.500,00€	42.600,00€	50.500,00€	60.600,00€

**Note 1 bis : Créances sur les établissements de crédit**

(en milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Compte courant Société Générale (1)	12 120	7 792
Compte courant GEMB (1)		
<b>Total</b>	<b>12 120</b>	<b>7 792</b>
(1) A vue		

**Note 2 : Ventilation par durée résiduelle**

(en milliers d'Euros)	Créances et dettes rattachées	Moins de trois mois (1)	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Actif</b>						
Caisse, banque central et CCP		121 351				121 351
Créances sur les établissements de crédit		12 120				12 120
dont Groupe						
Titres d'investissement	5 108	1 650	5 041	138 538	254 285	404 622
- Nominal des Obligations d'Etat	5 108			112 498	242 039	359 645
- Etalement des primes d'émission sur Obligations d'Etat		1 650	5 041	26 040	12 246	44 977
Créances sur la clientèle						
<b>Passif</b>						
Dettes envers les établissements de crédit						
dont Groupe						
Comptes créditeurs de la clientèle						
Dettes représentées par un titre :	7 784			67 000	295 000	369 784
Emprunt obligataire (2)	7 784			67 000	295 000	369 784
Dépôt de garantie		5 982				5 982

(1) Y compris les comptes à vue.

(2) Les caractéristiques des emprunts obligataires sont détaillées dans le rapport annuel de la société

**Note 3 : Obligations et autres titres à revenu fixe**

(en milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>		
Nominal	354 537	354 537
Frais d'émission lors de la souscription	74 643	74 643
Etalement des frais d'émission	-29 666	-22 956
Coupons Courus à la souscription (1)		
<b>Coupons Courus (2)</b>	<b>5 108</b>	<b>5 086</b>
<b>Total</b>	<b>404 622</b>	<b>411 310</b>

(1) - Enregistrement des Coupons courus constatés lors de la souscription en compte PCEC 30412

(2) - Créances rattachées

## Note 4 : Détail des intérêts par poste de bilan

Intérêts à recevoir (en milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Créances sur la clientèle		
Comptes de régularisation actif		
Coupons courus sur obligations d'Etat	5 108	5 086
<b>Total</b>	<b>5 108</b>	<b>5 086</b>

  

Intérêts à payer (en milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes représentées par un titre	7 784	7 774
Comptes de régularisation passif		
<b>Total</b>	<b>7 784</b>	<b>7 774</b>

## Note 5 : Comptes de régularisation

Actif (en milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Valeur reçues à l'encaissement		
Autres charges à répartir (1)	725	833
Autres comptes de régularisation (2)	2 382	2 719
Charges constatées d'avance		
Produits à recevoir divers		
Comptes de régularisation divers		
Produits à recevoir sur Swap de taux		
<b>Total</b>	<b>3 108</b>	<b>3 552</b>

(1) Etalement des frais d'émission

(2) Etalement des primes d'émission

Passif (en milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Charges à payer		
IS à payer		
Autres Impôts et Taxes		
Dettes fournisseurs		91
Comptes de régularisation divers	1 470	
Produits constatés d'avance - étalement du produit sur débouclage swap	64 521	74 112
Charges à payer sur Swap de taux		
<b>Total</b>	<b>65 991</b>	<b>74 202</b>

(3) Dont provisions GE Treasury - 671 k€ et provisions GE EMEA - 523k€

## Note 6 : Autres Actifs

Actif (en milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Autres débiteurs divers		1
Dépôt de garantie FDGR	94	94
<b>Total</b>	<b>94</b>	<b>95</b>

Passif (en milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Dépôt de garantie au titre de la réserve de pré-maturité (1)	5 982	5 982
<b>Total</b>	<b>5 982</b>	<b>5 982</b>

(1) Dépôt de garantie versé par GE Capital Holding LLC à GESCF au titre du contrat de liquidité signé le 16 décembre 2016

## Note 7 : Variation des dépréciations et des provisions

Dépréciations déduites de l'actif (en milliers d'Euros)	31/12/2019	Dotations	Reprises	31/12/2020
Créances sur la Clientèle		-		-

  

Provisions bancaires (en milliers d'Euros)	31/12/2019	Dotations	Reprises	31/12/2020
Sur la Clientèle				
Sur Soult de passage de dette à taux fixe				

**Note 8 : Détail des capitaux propres**

<i>(en milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Capital (1)	163 000	163 000
Réserves avant répartition	1 857	1 857
Report à nouveau avant répartition	-59 079	-54 305
Résultat de l'exercice (+/-)	-6 241	-4 774
<b>Total</b>	<b>99 537</b>	<b>105 778</b>

(1) Capital social composé de 16 300 000 actions valeur nominale 10 €.

**Note 8 bis : Tableau de variation de la situation nette**

<i>(en milliers d'Euros)</i>		Capital (1)	Réserve Légale	Report à nouveau	Résultat	Total des Capitaux Propres	Dividendes (3)	Nombre d'action existantes	Quote-part de chaque action dans les capitaux propres (en euros)	Résultat par action (en euros)	Dividende Net attribué à chaque action (3) (en euros)
<b>2019</b>	Capital souscrit	163 000	-	-	-	-	-	16 300 000	-	-	-
	Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Résultat de l'année 2018	-	-	-	-4 774	-4 774	-	-	-	-	-
	Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	163 000	1 857	-54 305	-4 774	105 778	-	16 300 000	6,49	-	-
	Affectation du résultat 2018 (2)	-	-	-4 774	4 774	-	-	-	-	-0,29	-
	<b>Capitaux propres après affectation</b>	<b>163 000</b>	<b>1 857</b>	<b>-59 079</b>	<b>-</b>	<b>105 778</b>	<b>-</b>	<b>16 300 000</b>	<b>6,49</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>2020</b>	Capital souscrit	163 000	-	-	-	-	-	16 300 000	-	-	-
	Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Résultat de l'année 2018	-	-	-	-6 241	-6 241	-	-	-	-	-
	Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	163 000	1 857	-59 079	-6 241	99 537	-	16 300 000	6,11	-	-
	Affectation du résultat 2018 (2)	-	-	-6 241	6 241	-	-	-	-	-0,38	-
	<b>Capitaux propres après affectation</b>	<b>163 000</b>	<b>1 857</b>	<b>-65 320</b>	<b>-</b>	<b>99 537</b>	<b>-</b>	<b>16 300 000</b>	<b>6,11</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Conformément à la loi, il est rappelé que GE SCF était consolidée en 2016 dans les états financiers de GEC SAS, 20 avenue André Prothin, 92063 Paris La Défense

(2) Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale.

(3) Seul figure dans cette colonne le dividende net par action attribué aux commanditaires.

**Note 9 : Intérêts, Produits et Charges assimilées**

<i>(en milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>18 544</b>	<b>18 503</b>
Opérations avec les établissements de crédits		2
Opérations avec la clientèle		
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes (1)		
Produits divers d'intérêts (2)	9 591	9 591
Intérêts sur titres d'investissement (3)	8 953	8 910
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-15 834</b>	<b>-15 688</b>
Opérations avec les établissements de crédits	-698	-604
Opérations avec la clientèle		
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes (4)	-15 136	-15 084

(1) Ce poste intègre les produits et charges sur les Swaps adossés aux emprunts obligataires

(2) Ce poste intègre les produits sur le débouclage des swaps

(3) Ce poste intègre les produits d'intérêts sur obligations d'Etat

(4) Ce poste intègre les charges d'intérêts sur les obligations foncières

**Note 10 : Commissions**

<i>(en milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Produits</b>		
Commissions sur opérations de crédit avec la clientèle		
<b>Charges</b>	<b>-135</b>	<b>-36</b>
Charges sur prestations de service financier	-135	-36
Frais d'émission à étaler		
<b>Total</b>	<b>-135</b>	<b>-36</b>

**Note 11 : Autres produits et autres charges d'exploitation bancaire**

<i>(en milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Produits</b>		
Autres produits divers d'exploitation		
<b>Charges</b>	<b>-7 122</b>	<b>-7 231</b>
Etalement des frais d'émission - obligations d'Etat (1)	6 709	-6 691
Etalement des frais d'émission - obligations foncières	412	-444
Autres charges diverses d'exploitation		-96
<b>Total</b>	<b>-7 122</b>	<b>-7 231</b>

*(1) Frais d'émission liés à la souscription des obligations d'Etat de 74 643 k€ étalé sur la durée de vie des obligations*

**Note 12 : Charges générales d'exploitation**

<i>(en milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Frais de personnel (1)		
Impôts et taxes	-35	-37
Services extérieurs	-1 659	-286
Charges refacturées par GEMB		
Autres charges diverses d'exploitation		
<b>Total</b>	<b>-1 694</b>	<b>-322</b>

*(1) Il n'y a pas d'effectif salarié dans la SCF*

**Note 13 : Coût du risque**

<i>(en milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Coût du risque sur la clientèle</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variation des provisions sur la clientèle		
Provision sur charge à payer		
Actualisation CRC 2002-03		
Pertes sur créances irrécouvrables		
Récupération sur créances amorties		
Décote sur encours restructurés		
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Note 14 : Impôt sur les bénéfices**

<i>(en milliers d'Euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Impôt exigible de l'exercice		
<b>Total</b>		

**Note 15 : Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices**

<i>(en Euros)</i>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	163 000 000	163 000 000	163 000 000	163 000 000	163 000 000
Nombre des actions ordinaires existantes	16 300 000	16 300 000	16 300 000	16 300 000	16 300 000
<b>Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffres d'affaires hors taxes (1)	25 170 756	20 568 901	18 522 408	18 503 078	18 543 767
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-77 446 463	-12 594 091	-4 950 774	-4 773 800	-6 240 512
Impôt sur les bénéfices	6 876 445	-	-	-	-
Participation et intéressement des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-78 416 553	-6 219 570	-4 950 774	-4 773 800	-6 240 512
Montant des bénéfices distribués	-	-	-	-	-
<b>Résultats des opérations par action</b>					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	-5,17	-0,77	-0,30	-0,29	-0,38
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-4,81	-0,38	-0,30	-0,29	-0,38
Dividende versé à chaque action	-	-	-	-	-
<b>Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	-	-	-	-	-
Montant de la masse salariale de l'exercice	-	-	-	-	-
Charges sociales					

*(1) Le chiffre d'affaires comprend les Intérêts et produits assimilés, les commissions et les produits nets sur swaps*



**V. - Rapport des Commissaires aux Comptes**

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'attention de l'assemblée générale de la société GE SCF S.C.A.,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GE SCF S.C.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et, notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Gérance et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce qui appellent de notre part l'observation suivante: comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires****Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société GE SCF S.C.A par vos statuts en date du 22 juin 2009.

Au 31 décembre 2020, le cabinet KPMG S.A et le cabinet RSM Paris étaient dans la 12<sup>ème</sup> année de leur mission sans interruption.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil de surveillance de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérance.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels***Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*Rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce.*

Nous remettons au conseil de surveillance un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code du commerce figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil de surveillance des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

*Les commissaires aux comptes*

Paris La Défense, le 31 mars 2021  
KPMG SA  
Xavier de Coninck  
Associé

Paris, le 31 mars 2021  
RSM Paris  
Sébastien Martineau  
Associé

**VI. - Attestation du contrôleur spécifique sur les modes et résultats d'évaluation et les méthodes de réexamen périodique de la valeur des immeubles au 31 décembre 2019**

Compte tenu de la cession du pool d'encours de crédit au cours du 4ème trimestre 2016, le contrôleur spécifique n'a pas émis d'attestation.

**VII. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la société.